

Unité départementale du Rhône
5 Place Jules Ferry
69006 Lyon

Lyon, le 23/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TotalEnergies Additives and Fuels Solutions

3 place du Bassin
BP 27
69700 Givors

Références : UDR-CRT-26-069-CC
Code AIOT : 0006103616

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2026 dans l'établissement TotalEnergies Additives and Fuels Solutions implanté 3 place du Bassin BP 27 69700 Givors. L'inspection a été annoncée le 14/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 25 juin 2025, l'inspection des installations classées a effectué une première visite de l'établissement TotalEnergies Additives and Fuels Solutions sur le thème de la réglementation ATEX, qui a fait l'objet du rapport référencé UDR-CRT-25-130-CC du 4 juillet 2025, demandant à l'exploitant certains justificatifs, ainsi que la mise en œuvre d'actions correctives.

Par courrier du 5 mars 2026, l'exploitant a apporté des réponses à ces demandes.

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 5 mars 2026, qui a pour objet de s'assurer de la bonne mise en œuvre des actions visant le respect de la réglementation ATEX.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TotalEnergies Additives and Fuels Solutions
- 3 place du Bassin BP 27 69700 Givors
- Code AIOT : 0006103616
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société TotalEnergies Additives and Fuels Solutions exploite, sur le territoire de la commune de Givors, un dépôt de liquides inflammables autorisé par arrêté préfectoral du 08 avril 2008 modifié. L'établissement est implanté en bordure du Rhône et du ruisseau le Garon, à l'Est du centre-ville et au Nord de l'autoroute A7.

Thèmes de l'inspection :

- ATEX

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Document relatif à la protection contre les explosions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
2	Plan de zonage ATEX	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Equipements non-électriques d'avant le 30/06/2003	Arrêté Ministériel du 08/07/2003, article 17	Demande d'action corrective	1 mois
4	Equipements électriques d'avant le 30/06/2003	Arrêté Ministériel du 28/07/2003, article 6	Demande d'action corrective	1 mois
5	Vérification périodiques des matériels électriques en zone ATEX	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Matériels utilisables en atmosphères explosibles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Matériels utilisables en atmosphères	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	explosibles			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis la dernière visite d'inspection sur le thème de l'ATEX, l'exploitant a révisé son Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE), ainsi que son plan de zonage. Ces documents doivent être complétés :

- Afin d'indiquer clairement la catégorie de gaz, ainsi que la classe de température de chacune des zones ATEX ;
- Par des études justifiant le maintien en fonctionnement des équipements ATEX électriques et non électriques d'avant le 30/06/2003.

Certains équipements identifiés comme étant en inadéquation avec leur zonage par le précédent DRPCE de 2018, n'ont toujours pas été mis en conformité (Proposition de suites administratives). L'organisme qui a établi le dernier rapport de vérification périodique des installations électriques, doit préciser les non-conformités qui l'ont conduit à conclure que " *l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.*", de manière à pouvoir les lever.

Deux équipements ATEX ont fait l'objet d'une vérification de leur adéquation à leur zonage par l'inspection. Des éléments complémentaires doivent être apportés par l'exploitant, afin de statuer.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Document relatif à la protection contre les explosions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Document relatif à la protection contre les explosions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>.....</p> <p>Article R4227-52 du Code du travail</p> <p>L'employeur établit et met à jour un document relatif à la protection contre les explosions, intégré au document unique d'évaluation des risques.</p> <p>Ce document comporte les informations relatives au respect des obligations définies aux articles R. 4227-44 à R. 4227-48, notamment :</p> <p>1° La détermination et l'évaluation des risques d'explosion ;</p>

- 2° La nature des mesures prises pour assurer le respect des objectifs définis à la présente section ;
- 3° La classification en zones des emplacements dans lesquels des atmosphères explosives peuvent se présenter ;
- 4° Les emplacements auxquels s'appliquent les prescriptions minimales prévues par l'article R. 4227-50 ;
- 5° Les modalités et les règles selon lesquelles les lieux et les équipements de travail, y compris les dispositifs d'alarme, sont conçus, utilisés et entretenus pour assurer la sécurité ;
- 6° Le cas échéant, la liste des travaux devant être accomplis selon les instructions écrites de l'employeur ou dont l'exécution est subordonnée à la délivrance d'une autorisation par l'employeur ou par une personne habilitée par celui-ci à cet effet ;
- 7° La nature des dispositions prises pour que l'utilisation des équipements de travail soit sûre, conformément aux dispositions prévues au livre III.

Constats :

Suite à la précédente visite du 25 juin 2025 sur le thème de l'ATEX, l'inspection a demandé à l'exploitant de vérifier et de lever sous trois mois, les écarts et non-conformités figurant dans le tableau 7 "*Synthèse de l'évaluation de conformité des équipements/matériels*" du DRPCE qui était alors en vigueur (Rév; 3 du 10/01/2018). Par courrier du 5 mars 2026, l'exploitant a indiqué les suites qu'il a données. Au cours de la visite du 17 mars, l'inspection a abordé les points suivants, dont l'avancement est " *A réaliser* ".

- Cuvette C1bis - Fins de course en Sécurité Intrinsèque (SI) à raccorder sur BJ SI : Selon l'exploitant, ceux-ci feraient partie intégrante des travaux réalisés dans le cadre du PAC modernisation unité 1. Le problème proviendrait de la couleur du câble qui est bleu (Couleur des câbles en SI), alors que les fins de courses ne sont plus en SI ;
- Cuvette C3 - Equipements suivants ont une classe de température inadéquate à la zone ATEX : *Vannes SRI Type A90RL / Agitateurs MIXEL Type SIDEJET680 / Moteurs des agitateurs SEW EURODRIVE Type KHF77*. L'exploitant indique qu'un seul produit a une Température d'Auto-Inflammation (TAI) de 190 °C, nécessitant des équipements ayant une classe de température T4. Les équipements actuels ayant une classe de température T3 (200°C), il sont en inadéquation. L'exploitant envisage de réaliser une mesure de TAI (L'actuelle est calculée et non mesurée) qui pourrait être supérieure à 200°C, ce qui permettrait de n'exiger pour cette zone, que des équipements d'une classe de température T3. Sinon, le produit pourrait être déplacé vers la cuvette C1, qui est dispose d'équipements de classe T4 ;
- Cuvette C3 - Pas de marquage ATEX sur la *vanne de régulation MASONELAN type Satellite* et le *Boitier Fin de course ouvert fermé de la vanne 03XVS 003EJ*. L'exploitant indique ne pas avoir encore étudié ces deux points ;
- Poste de chargement 05PCC201 - *Indicateur transmetteur débitmètre cuvette*, cheminement câbles non-ségrégés : L'exploitant n'a pas encore étudié ce point ;
- Poste de chargement 05PCC201 - *Vanne rideau d'eau*, pas de marquage ATEX : Selon l'exploitant, les vannes des rideaux d'eau seraient actuellement implantées en dehors des cuvettes, donc hors zone ATEX ;
- Cuvette C11 - *Vanne d'injection azote FISHER*, plaques illisibles : Selon l'exploitant, toutes les vannes d'inertage sont identiques (ATEX), il va demander une plaque au fournisseur de la vanne ;
- Poste de chargement C11 - 11PCC201 - *Boîte de commande bras d'aspiration vapeur*, pas de marquage ATEX sur le matériel : L'exploitant indique qu'il va vérifier si le matériel est en zone ou hors zone ATEX, comme le préconisait l'organisme qui a rédigé le DRPCE de 2018 ;

- B 11101 - *Mesure de température palier sécurité pompe P11101*, pas de marquage ATEX sur le matériel : L'exploitant indique que la pompe d'alimentation en butane est à entraînement magnétique (Rotor noyé). La pompe en elle-même est bien marquée ATEX. Elle n'appartient pas à l'exploitant, mais au fournisseur de butane.
- 40BAT006 - *Pupitre commande convoyeur dépilleur AU2*, pas de marquage ATEX gaz : Selon l'exploitant, ce pupitre est hors zone ATEX car dans ce bâtiment la zone 2 va jusqu'à 50 cm au-dessus et que le pupitre en question est à une hauteur supérieure à 50 cm ;
- Cuvette C24 - *Vanne d'injection azote et retour URV*, plaques illisibles. Selon l'exploitant, toutes les vannes d'inertage sont identiques (ATEX), il va demander une plaque au fournisseur de la vanne.

Par courrier du 3 avril 2026 à l'inspection à la suite de sa visite du 17 mars, l'exploitant a transmis des éléments permettant de lever certaines des non-conformités mentionnées supra. Tenant compte de ces derniers éléments, les équipements suivants demeurent en inadéquation avec leur zonage ATEX :

- Cuvette C3 : Vannes SRI Type A90RL / Agitateurs MIXEL Type SIDEJET680 / Moteurs des agitateurs SEW EURODRIVE Type KHF77
- Poste de chargement C11 - 11PCC201 : Boite de commande bras d'aspiration vapeur

L'inspection constate, que les non-conformités mentionnées supra qui ont été relevées dès 2018 par le DRPCE, n'ont pas encore été levées à ce stade, malgré la demande de l'inspection de les lever sous trois mois, dans son rapport du 4 juillet 2025 faisant suite à sa visite du 25 juin 2025. Considérant ce qui précède, l'inspection constate que l'établissement TEAFS de Givors, ne respecte pas les dispositions de l'article 65 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, en terme d'adéquation de certains équipements ATEX à leur zonage. Par conséquent, l'inspection propose à madame la préfète, de mettre en demeure l'exploitant sous un délais de 6 mois, de régulariser la situation de son établissement en mettant en adéquation à leur zonage, les équipements ATEX mentionnés supra. Ce délai de 6 mois, tient compte de l'engagement pris par l'exploitant dans son courrier du 3 avril 2026, de régulariser la situation de la cuvette C3 début novembre 2026.

Par courrier du 5 mars 2026, l'exploitant a transmis son nouveau DRPCE révisé en version 1 du 30/06/2025, qui indique aux § suivants :

- **11.1.2. Cas particuliers** : *Certains équipements ne sont pas en adéquation avec la zone à risque d'explosion dans laquelle ils se trouvent au sens de la directive 94/9.* L'exploitant indique qu'à ce stade, il ne dispose pas d'une liste des équipements ATEX, faisant apparaître leur adéquation ou inadéquation à leur zone. Une étude d'adéquation des équipements marqués ATEX, ainsi que des analyses de risques pour les équipements non-marqués ATEX, viendront déterminer leur conformité (Voir fiches de constats n°3 et 4) ;
- **11.2.5. Equipements mobiles** : *Les équipements mobiles introduits en zone font l'objet des mêmes vérifications et marquages ATEX que les autres équipements, ou feront l'objet d'une analyse de risque spécifique visant à établir l'absence de sources d'ignition.* L'exploitant indique qu'il dispose de 6 chariots élévateurs travaillant en zone ATEX, qui sont loués auprès d'un prestataire de manutention des produits conditionnés ainsi que des emballages vides. L'un de ces chariots fait l'objet d'une vérification de son adéquation (Voir fiche de constat n°6) ;
- **Fiches ATEX** : L'inspection constate que dans les fiches ATEX, les actions à mener sont décorréliées du niveau de risque calculé. Par exemple les niveaux de risques 3 et 9 sont

qualifiés de " *Intolérable - Arrêt des installations et actions correctives immédiates* " et ceux de 12 à 40 sont qualifiés de " *Modéré - Surveillance et plan d'action à exécuter à moyen terme* "

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Plan de zonage ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de zonage ATEX

Prescription contrôlée :

.....

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

« La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent. »

Constats :

Par courrier du 3 avril 2026 transmis par l'exploitant à l'inspection à la suite de sa visite du 17 mars, l'exploitant a transmis le plan de zonage ATEX indice V, du 30 mars 2026, qui intègre les dernières modifications portées à la connaissance de la préfète.

L'inspection constate que ni le plan de zonage ni le DRPCE, ne mentionne le groupe de gaz ainsi que la classe de température requis, pour chacune des zones ATEX.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Indiquer dans le DRPCE et/ou le plan de zonage, le groupe de gaz ainsi que la classe de température requis dans chacune des zones ATEX.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Equipements non-électriques d'avant le 30/06/2003

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/07/2003, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Equipements non-électriques d'avant le 30/06/2003

Prescription contrôlée :

1° En ce qui concerne les équipements de travail :

a) Destinés à être utilisés dans les emplacements où des atmosphères explosives peuvent se présenter, et qui sont déjà utilisés ou mis pour la première fois à disposition dans l'entreprise ou

l'établissement avant la date de publication du présent arrêté, ceux-ci doivent satisfaire, à partir de cette date, aux prescriptions minimales de la section 2 du présent arrêté ;
<p>Constats :</p> <p>Suite à la précédente visite du 25 juin 2025 sur le thème de l'ATEX, l'inspection a demandé à l'exploitant d'examiner au travers d'une analyse de risque, le maintien en fonctionnement du matériel non électrique d'avant le 30/06/2003. Par courrier du 5 mars 2026, l'exploitant a indiqué " Les équipements et matériels électriques et non-électriques mis en service avant le 30/06/2023 ont été recensés à l'aide de l'outil CARL de GMAO. L'analyse d'adéquation prévue en 2026 portera sur ces équipements identifiés, en tenant compte du zonage établi par le DRPCE révisé." L'exploitant indique en séance, qu'il effectuera des analyses de risques des équipements non électriques, pour valider leur maintien en fonctionnement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Donner un échéancier d'analyse de risques des équipements non-électriques d'avant le 30/06/2003.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Equipements électriques d'avant le 30/06/2003

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/07/2003, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements électriques d'avant le 30/06/2003
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations existantes lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté et conformes aux dispositions de l'arrêté du 19 décembre 1988 sont réputées satisfaire aux prescriptions du présent arrêté jusqu'au 30 juin 2006. Au-delà de cette date, elles continueront à bénéficier de cette présomption à condition que le " document relatif à la protection contre les explosions ", prévu à l'article R. 232-12-29 du code du travail, les ait validées explicitement avant le 1er juillet 2006.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la précédente visite du 25 juin 2025 sur le thème de l'ATEX, l'inspection a demandé à l'exploitant de justifier du maintien en fonctionnement du matériel électrique d'avant le 30/06/2003, dans le cadre de la mise à jour du DRPCE.</p> <p>L'exploitant indique en séance, qu'il effectuera une analyse d'adéquation des équipements électriques, pour valider leur maintien en fonctionnement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Donner un échéancier d'analyse d'adéquation des équipements électriques d'avant le 30/06/2003.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Vérification périodiques des matériels électriques en zone ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodiques des matériels électriques en zone ATEX
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Installations électriques.</p> <p>A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.</p> <p>La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.</p> <p>L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de vérification périodique des installations électriques Q18 du 25/06/2025, qui conclut que "<i>l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion</i>". Ce rapport comporte un chapitre "<i>Points de non-conformité ou anomalies constatées et préconisations associées</i> " qui ne précise pas la ou lesquelles le conduisent à conclure ainsi. L'inspection constate que certaines de ces non-conformités et anomalies, concernent des zones de l'établissement comportant des zones ATEX, notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> • ZONE ADDITIFS - ZONE CUVE N°5 et 6 - Cuvette 6 ; • ZONE ADDITIFS - ZONE CUVE C7 - Cuvettes C 7. <p>Selon l'exploitant, le seul risque électrique pouvant entraîner des risques d'incendie ou d'explosion est celui visant la "<i>Pompe de relevages - Inacc</i>" de la "<i>ZONE ADDITIFS - ZONE CUVE N°5 et 6 - Cuvette 6</i>" dont les Câbles inadaptés aux influences externes Amélioration proposée : Remplacer les câbles jaunes qui ne sont pas isolés 1000 volts. Adapter les presse étoupes des câbles niveaux».</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demander à l'organisme de contrôle, d'indiquer quelle non-conformité aboutit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à la conclusion que "<i>l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.</i>" ; • au constat d'" <i>Inadéquation des matériels ou des canalisations électriques dans les locaux à risque d'incendie et/ou zones à risque d'explosion</i> ". <p>Donner un échéancier de mise en conformité du ou des non-conformités aboutissant aux</p>

conclusions ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Matériels utilisables en atmosphères explosibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
Thème(s) : Risques accidentels, Matériels utilisables en atmosphères explosibles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans cette fiche de constat et la suivante, l'inspection a vérifié par sondage l'adéquation d'équipements à leur zonage ATEX.</p> <p>Equipement 1 Localisation : 05PCC201 Equipement : Indicateur totalisateur de débit, Endress+Hauser - PROMASS 83, FQI0105/0205/0305</p> <p>Zone : 2 / IIA / T4 Catégorie de matériel requise : 3G / IIA / T4 Marquage : II2 (1)GD, EEx de [ia] IIC/IIB T6</p> <p>Certificat de conformité : DMT 00 ATEX E 074 X</p> <p>L'inspection constate que cet équipement ayant comme mode de protection "ia", il doit être alimenté par une barrière de Sécurité Intrinsèque (SI) et faire l'objet d'un calcul de boucle. D'autre part le certificat de conformité se terminant par la lettre "X", cela signifie que l'équipement doit respecter des conditions spéciales d'utilisation, afin d'assurer son mode de protection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Apporter les justificatifs suivants, concernant les FQI0105/0205/0305 situés au 05PCC201 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Alimentation par une barrière SI ; • Calculs de boucles SI ; • Certificat de conformité ATEX ; • Notice d'instruction ; • Respect des conditions spéciales d'utilisation.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Matériels utilisables en atmosphères explosibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
Thème(s) : Risques accidentels, Matériels utilisables en atmosphères explosibles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Equipement 2</u></p> <p>Localisation : Zones ATEX</p> <p>Equipement : Chariot élévateur - HYSTER J1 6XN - Numéro de série A935B04</p> <p>Zone : ? / IIA / T4</p> <p>Catégorie de matériel requise : ?G / IIA / T4</p> <p>Marquage : II 3G IIB T4</p> <p>Déclaration de conformité : MIRETTI FT0647</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Indiquer dans quelles zones ATEX les chariots élévateurs sont autorisés à circuler et le cas échéant, comment ils sont interdits d'accès aux zones dans lesquelles ils ne sont pas autorisés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois